

No. 3

Les Cahiers d'

O C I S S C A

1991-1993

**ÉVOLUTIONS MAJEURES DANS LA ZONE CACAOYERE
(OBSERVATOIRE DE YEMESSOA)**

par l'équipe de l'Observatoire de Yemessoa



Emmanuel VAZART

Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun
Observatory of Change and Innovation in the Societies of Cameroon

Les Cahiers d'Ocisca N0.3

1991 - 1993

**ÉVOLUTIONS MAJEURES DANS LA ZONE CACAOYERE
(OBSERVATOIRE DE YEMESSOA)**

Équipe de l'Observatoire de Yemessoa

Février 1994

Copyright

Ce document est protégé par les règles habituelles en matière de droits d'auteur. Toute copie de ce document, ou partie de ce document, est autorisée à condition d'en citer la source de façon explicite.

(C) OCISCA (MINREST - ORSTOM) 1994

Les Cahiers d'Ocisca
B.P. 1857 Yaoundé
Cameroun

Résumé

Se basant sur la production récente des données de l'enquête de 1993 effectuée auprès des planteurs de cacao de l'observatoire de Yemessoa, ce rapport met en valeur les évolutions dans les comportements entre 1991 et 1993. Pendant cette période, les planteurs gardent confiance dans leurs plantations bien que leurs revenus diminuent et qu'ils aient beaucoup plus de difficultés à satisfaire les besoins familiaux. On assiste toutefois à la dégradation des systèmes techniques d'exploitation et à une diminution de l'influence des élites. Les liens d'entraide entre la ville et le village demeurent importants mais la crise perturbe les habitudes et distend les liens de solidarité. Face à cette situation, de nouvelles stratégies apparaissent. Elles diffèrent pour les aînés et les cadets sociaux. Alors que les aînés tenteront de maintenir les plantations dans leur état malgré les difficultés financières, les cadets adopteront des stratégies de risque, migrant à la ville pour acquérir une formation et un savoir-faire, innovant dans les cultures alternatives, produits vivriers ou maraîchers, arbre fruitiers, pisciculture.

Mots-clés : Cacao - Vivriers - Maraîcher - Pisciculture - Planteurs - Système de production - Cadets sociaux - Élites - Migrations - Emprunt - Innovation

Abstract

This report describes the evolving of cocoa farmers behavior between 1991 and 1993 using the data of a survey carried out in 1993 on the cocoa farmers of Yemessoa. During this time the farmers still believe in their plantations despite their decreasing incomes and more difficulties to satisfy their basic family needs. Technical production systems are deteriorating slowly and the elites are losing their influence. The relations of assistance between the town and the village are still important but the economic crisis modifies the traditional habits and decreases the solidarity. In front of this situation new strategies are appearing. They differ for two main categories: the social eldest and the social youngest. While the eldest maintain their plantation despite the financial difficulties, the youngest adopt more risky strategies, migrating to town to get training and know-how, innovating in alternative crops such as food crops, greens, fruit-trees and fish-breeding.

Keywords : Cocoa - Food Crops - Greens - Fish-breeding - Farmers - Production System - Social Youngest - Elite - Migration - Loans - Innovation

Présentation de l'équipe

Le travail de collecte des informations, de traitement statistique, d'analyse des résultats et de rédaction a été effectué sous la direction de Athanase Bopda, géographe à l'Institut National de Cartographie et responsable depuis 1990 de l'observatoire de Yemessoa sur les planteurs de cacao.

Ont participé à l'élaboration de ce document les personnes suivantes :

- pour la *conception du questionnaire d'enquête* : Isabelle Grangeret-Owona et Jean Nyemba, de l'Université de Dschang, Athanase Bopda, de l'Institut National de Cartographie ;
- pour la *supervision de l'enquête sur le terrain* : Véronique Alary, de l'ORSTOM, Laurent Manga Bela, de l'Université de Dschang, et Michel Simeu Kamdem et Athanase Bopda de l'Institut National de Cartographie ;
- pour la *supervision de la saisie* : Laurent Manga Bella de l'Université de Dschang ;
- pour le *traitement informatique* : Jacques Michel Njankouo de l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique ;
- pour l'*analyse et la rédaction* : Athanase Bopda, de l'Institut National de Cartographie, et Jean-François Trani de l'ORSTOM.

Remerciements

Doivent être aussi remerciés Georges Courade, de l'ORSTOM, coordonnateur du projet OCISCA, ainsi que les seize enquêteurs et les six opératrices de saisie.

Ce travail n'a pu être réalisé que grâce au financement de l'observatoire de Yemessoa par le Ministère français de la Coopération et du Développement et par l'ORSTOM.

Préface

Les Cahiers d'Ocisca présentent, sous la forme d'une série régulière, des études qui sont produites dans le cadre du programme de recherche Ocisca (Observatoire du Changement et de l'Innovation Sociale au Cameroun). Y sont développés des thèmes ayant trait aux comportements des différents acteurs économiques dans le contexte actuel de la crise économique et des politiques d'ajustement structurel. L'étude des conditions de vie des ménages, l'examen des situations de pauvreté, l'analyse des comportements sociaux, les innovations sociales, l'impact social des politiques d'ajustement, notamment la dévaluation, la conception de politiques sociales sont autant de thèmes dont les travaux de recherche pourront être diffusés par ces Cahiers.

Les Cahiers ont donc été conçus comme un véhicule utile à tous ceux qui veulent diffuser les informations obtenues par les différents observatoires, les analyses scientifiques de données d'enquêtes, et les travaux de recherche individuels effectués dans ces domaines. L'objectif est d'informer les décideurs et les opérateurs économiques sur les recherches en cours et, dans la mesure du possible de proposer des solutions concrètes aux problèmes qui les préoccupent.

Ce numéro s'inscrit dans cette même problématique puisqu'il utilise les résultats de deux enquêtes effectuées en 1991 et 1993 dans l'observatoire de Yemessoa, situé dans la zone cacaoyère. Les informations obtenues auprès d'un échantillon d'environ 350 producteurs de cacao montre les principales évolutions de comportement entre ces deux dates.

L'auteur montre que dans la période de 1991 à 1993, en dépit de la baisse des cours du cacao sur le marché international, les planteurs gardent confiance dans leurs plantations. Certes leurs revenus diminuent et ils ne peuvent plus entretenir leurs plantations comme ils le souhaitent. Ils ont beaucoup plus de difficulté à satisfaire les besoins familiaux concernant la scolarité, les soins de santé, ou l'investissement en logement. De plus, le crédit commence à s'avérer trop cher pour eux et beaucoup ont peur de ne pouvoir rembourser les emprunts. Les plus touchés sont surtout les petits et moyens planteurs.

Face à cette situation des réactions se font jour qui ne sont pas uniformes. De nouvelles stratégies de production apparaissent qui sont le fait de groupes sociaux différents. Ainsi les aînés sociaux tenteront de maintenir les plantations dans leur état malgré les difficultés financières. Les cadets sociaux adopteront des stratégie de risque et tenteront d'innover dans des cultures alternatives, produits vivriers ou maraichers, arbre fruitiers. Ceux qui reviennent au village, souvent des cadets ayant émigré en ville pour y acquérir un savoir-faire, apportent des idées nouvelles et reprennent à leur compte les innovations qui étaient tombées en désuétude, variétés sélectionnées, pisciculture, arboriculture. Ils en est de même de ceux qui ont bénéficié dans le passé d'un encadrement de vulgarisation agricole.

D'importantes applications, utiles en termes de politique économique ou sociale, peuvent se déduire de ces résultats. Citons, par exemple, les stratégies différenciées et opposées des aînés sociaux et des cadets sociaux vis à vis de la production de cacao. Les aînés sociaux sont plus conservateurs certes, mais aussi prêts à tirer le maximum de profit des

plantations telles qu'elles sont en l'état actuel. Les cadets sociaux, sont plus innovateurs, prêts à sacrifier une partie des plantations pour essayer des stratégies nouvelles plus rentables. L'un et l'autre groupes sont indispensables pour des politiques différentes mais adaptées à un contexte donné. On s'appuiera sur les aînés dès lors que la culture du cacao redevient rentable pour améliorer la productivité. On s'appuiera sur les cadets pour lancer de nouvelles initiatives permettant de diversifier les sources de revenus.

En s'appuyant sur ces résultats, on peut voir que des opérations précises peuvent être financées qui aideront au développement de productions agricoles alternatives. Elles concernent l'octroi de petit crédit de reconversion, la formation aux nouvelles techniques de production et de conservation, l'aide à la distribution commerciale, l'approvisionnement en intrants, etc.. Ce sont autant d'éléments de politique économique qui peuvent intéresser certains décideurs.

Le prochain passage d'enquête prévu pour juin 1994 devrait permettre d'obtenir de nouveaux résultats concernant le comportement des producteurs de cacao. Résultats d'autant plus intéressants que ce nouveau passage d'enquête se situe quelques mois après la dévaluation du franc CFA survenu en janvier 1994. Les planteurs auront-ils déjà réagi à aux changements des prix domestiques, s'apprêtent-ils à augmenter leur production ou à restructurer leurs plantations ? L'avenir nous le dira bientôt et les résultats obtenus lors de ce nouveau passage pourront faire l'objet d'un nouveau numéro des Cahiers d'Ocisca.

Jean-Luc Dubois
Coordinateur Ocisca

Sommaire

Introduction

Le contexte général
Les conclusions de l'enquête de 1991
Les changements observés en 1993

I. Le diagnostic: des besoins insatisfaits

1. Une baisse des recettes en dépit de la diversification des ressources
2. Insatisfaction des besoins malgré l'augmentation des emprunts
3. Diminution de l'influence des élites
4. Dégradation des systèmes techniques d'exploitation
5. Développement de l'entraide au sein du village

II. Les réactions internes à cette situation

1. Les planteurs maintiennent leur confiance au cacaoyer
2. Des stratégies nouvelles avec les productions vivrières et maraichères
3. Migration des cadets sociaux et apparition d'un esprit communautaire
4. Réactivation d'innovations n'ayant pas eu de succès antérieurement

Conclusion

INTRODUCTION

Le contexte général

Ce rapport d'étape intervient deux ans après celui qui a été produit en 1991. Nous n'avons donc pas repris la présentation générale du village de Yemessoa. Par contre, nous donnons un bref aperçu du contexte général et des conclusions de la première phase.

En adoptant le cacaoyer dans la première moitié du vingtième siècle, les populations du Cameroun forestier ont intégré spontanément ce qui était une innovation dans leur système agraire traditionnel. Ce dernier était fondé sur un système culturel de coupe et de brûlis qui nécessite qu'une grande superficie soit défrichée pour assurer la subsistance d'un petit nombre de gens; et ceci en fonction de la qualité des sols et l'apport en matière organique nécessaire pour reconstituer leur fertilité. Dans un monde rural vivant en autosubsistance le cacaoyer favorise le développement de l'économie monétaire. Cette culture fixe sur un territoire planté de cacaoyers, et drainé par les routes de l'État moderne, des populations jusque-là très mobiles. Ceci a entraîné une augmentation des densités.

Au début des années cinquante, le passage de l'agriculture itinérante sur brûlis à une agriculture permanente, intégré dans une économie monétarisée, est encouragée par le pouvoir colonial. En conséquence, les villageois étendent les superficies de leurs parcelles de cacaoyers plus rapidement qu'au début des années 30.

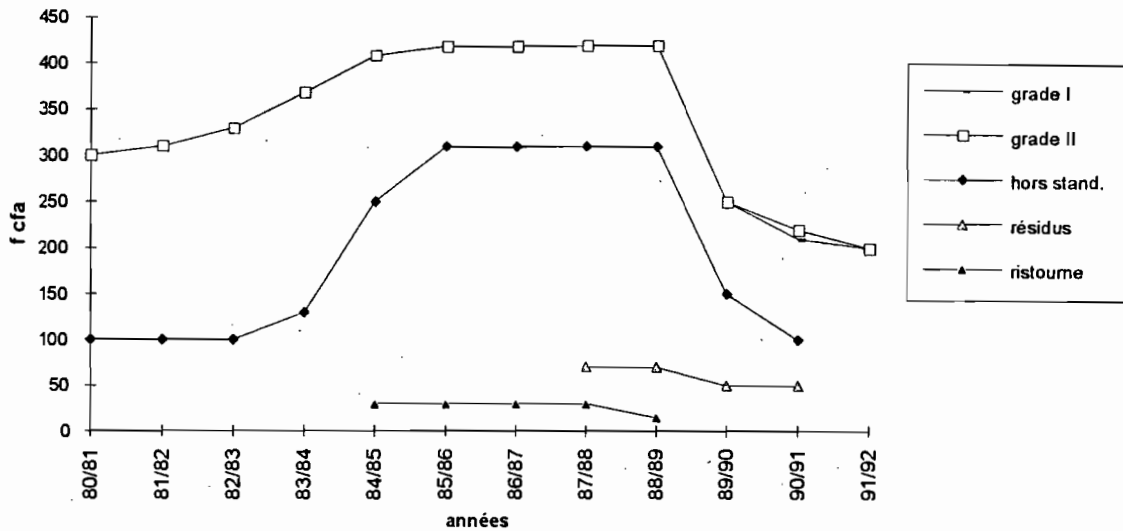
Un demi-siècle plus tard, dans tous les villages, le cacao est devenu l'une des composantes majeures du système agraire. C'est la principale ressource monétaire des populations rurales et, plus particulièrement, des hommes. A la fascination des villageois pour cet arbre qui rapporte, correspond celle des autorités entraînant dans leur sillage techniciens et experts au service de l'État. Laissant aux femmes la culture et la vente des produits vivriers, les planteurs se réservent la conduite de la culture du cacao ainsi que le contrôle des revenus tirés de sa vente. Les ressources qu'ils perdent en délaissant les cultures de subsistance, ils espèrent les récupérer au centuple avec les cultures marchandes.

L'État camerounais naissant va trouver dans le cacao une de ses principales sources de devises. Il en contrôle l'écoulement sur le marché international par la mise en oeuvre d'un système de stabilisation qui s'interpose entre ce marché et les producteurs de cacao. Ce système effectue un prélèvement important lors de la vente du cacao, prélèvement destiné à maintenir le prix d'achat au producteur si celui-ci venait à être plus élevé que la différence entre le prix de réalisation et les frais d'écoulement. Ce prélèvement a rarement permis le maintien du prix d'achat au producteur. Par contre il a alimenté la trésorerie de l'État et favorisé pour l'essentiel l'investissement dans des projets socio-économiques. Ce sont ces nouvelles ressources qui ont permis la scolarisation en ville de nombreux ruraux. L'impôt villageois payé grâce au cacao a aussi permis le paiement des fonctionnaires, et favorisé l'émergence d'un secteur tertiaire dans les centres urbains qui furent créés, pour la plupart, pendant la période coloniale.

Entre 1987 et 1993, le prix d'achat du cacao a diminué de plus de moitié passant de 425 F.CFA/Kg à 200 F.CFA/Kg (cf. figure 1). Avant cette baisse, la vente du cacao apportait des revenus notables, réguliers et garantis qui justifiaient son maintien et encourageait à

l'accroissement de la production. La diminution des revenus n'allait-elle pas pousser à l'abandon de cette culture ? Depuis 1991, le projet OCISCA essaie d'expliquer, par des enquêtes effectuées à intervalles réguliers, comment les planteurs de cacao de Yemessoa réagissent face à la baisse de leurs revenus cacaoyers.

Figure 1 : Évolution des prix d'achat garantis aux planteurs de cacao de 1980/81 à 1991/92 pour les différents grades de cacao.



Les conclusions de l'enquête de 1991

L'analyse des données de l'enquête de 1991 permet de formuler quelques conclusions sur la crise qui se déroule depuis 1987.

1. *L'éclatement familial et la résidence partagée entre Yaoundé et Yemessoa constituent une solution de repli pour les ménages*, particulièrement ceux qui, dans le village, sont aux prises avec un manque crucial de terres. Ce problème est plus ancien que celui de la crise économique. Il justifie l'émigration traditionnelle des cadets vers les villes - principalement vers Yaoundé - et permet de limiter les charges familiales et la tension patrimoniale au sein des exploitations. Le noyau familial urbain n'est alors qu'une excroissance de la souche patriarcale centrée sur le village, et les relations les plus fortes n'existent qu'avec la parenté la plus proche demeurant en ville.

2. *Le fort taux de monogamie des ménages* explique que les charges sociales soient relativement faibles par exploitation. Il est certain qu'en 1991 les ménages n'ont pas encore ressentis tous les effets de la crise. Toutefois une modification en profondeur des structures de parenté et des liens qui en permettent la reproduction semble impensable.

3. *L'économie de cueillette est privilégiée* par une paysannerie non capturée, mais néanmoins soumise à un manque accru de revenu monétaire depuis que la chute du prix du cacao se poursuit.

4. *Aucun planteur ne semble prêt à s'endetter* pour améliorer les rendements cacaoyers. D'ailleurs, moins d'un quart des ménages ont recours aux emprunts. Ces derniers, généralement d'un montant minimes, sont contractés essentiellement auprès de parents ou d'amis. Aucune corrélation ne semble avoir lieu entre la taille de l'exploitation et les besoins de financement déclarés. Les ménages apparaissent comme très faiblement insérés dans l'économie marchande et n'ont guère accès au crédit moderne faute de garantie de recouvrement. En dehors des dépenses ostentatoires, les emprunts sont orientés pour une bonne partie vers les dépenses de scolarité ou de santé. Les projets d'investissement à long terme font généralement défaut. En outre, l'essor du mouvement coopératif a été perçu comme une juxtaposition d'efforts individuels et n'a donc pas favorisé le développement du crédit associatif.

5. *Les résultats de la régénération des plants sont globalement décevants*, et cela malgré les tentatives des sociétés de développement du cacao.

6. *Il n'y a marginalisation d'aucune classe de planteur*, hormis les double-actifs, car la cueillette du cacao limite les écarts de revenus. Toutefois, de façon relative, c'est sur les petits planteurs et les producteurs de vivriers que pèsent les plus lourdes charges.

7. *L'avenir du cacao n'est pas encore compromis*. Si la cacaoyère est mal en point, son économie ne semble pas si mal se porter. Les planteurs les plus jeunes contribuent individuellement au renouvellement de leurs plants. Mais l'ancienne génération conserve le pouvoir et ne se lance pas dans l'adoption d'innovations de taille en raison d'une crise qu'elle considère somme toute comme passagère.

8. *La faiblesse des autres cultures spéculatives est à noter*. C'est davantage le nombre des exploitations que le degré de leur productivité qui explique que le pays éton soit un grenier vivrier pour Yaoundé. C'est seulement chez les petits planteurs que la vente de produits vivriers fournit un appoint monétaire relativement important. Mais il s'agit toujours de la commercialisation de surplus. Tabler sur une intensification de la production vivrière pour augmenter les revenus des ruraux relève de l'utopie.

9. *Le maraîchage et l'artisanat pourraient se développer* en raison de l'accroissement relatif des charges des ménage. En 1991 ils ne concernaient qu'un ménage sur six.

10. *Les substitutions de revenus sont fort peu nombreuses* même si elle existent. Le cacao occupe encore en 1991 une place de choix dans les recettes agricoles globales puisqu'il représente plus de 60%.

A la lumière de ces résultats, il apparait que, globalement, les développeurs disposent de peu de solutions alternatives pour relancer sur une base volontaire l'économie locale. En effet, en se basant sur le rapport revenu/travail qui détermine le choix de production des chefs d'exploitation, le cacaoyer intégré dans sa logique économique actuelle de cueillette demeure encore largement compétitif.

Les changements observés en 1993

Dans ce contexte de crise, et peut-être de démobilisation, les travaux de recherche en 1993 ont été principalement orientés vers l'identification et la mesure des changements ou des évolutions:

- Changements intervenus dans la composition des ménages;
- Changements intervenus dans les relations avec l'extérieur;
- Évolution dans les postes de dépenses, les charges et les ressources monétaires;
- Évolution dans la perception et le statut des élites;
- Évolution dans l'entretien des cacaoyères et les activités agricoles.

Le traitement des données devrait permettre de mieux comprendre les stratégies de lutte contre la crise en dégagant les conséquences des mesures de l'ajustement économique telles que la libéralisation du marché des intrants agricoles.

I. DIAGNOSTIC : DES BESOINS INSATISFAITS

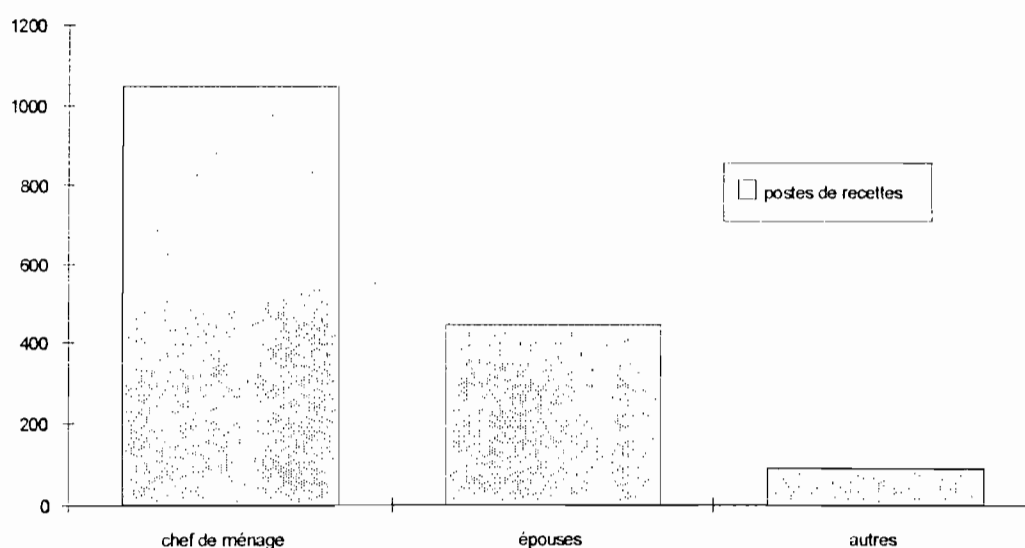
1.1. Baisse des recettes en dépit de la diversification des ressources

L'enquête de 1991 avait montré le déséquilibre entre les charges et les ressources des ménages dans un village frappé par la crise économique et par la chute des prix du cacao. En 1993, les choses s'aggravent.

La baisse globale des revenus des villageois s'est poursuivie. Selon les estimations de l'enquête de 1993, le montant des recettes tirées des différentes sources de revenus s'élevaient à 56.700.371 F.CFA en 1991. En 1992, ce montant se réduisait à 48.185.327 F.CFA. Nous avons pourtant intégré dans ces données les revenus non déclarés lors de l'enquête de 1991 qui représentent des montants non négligeables : 6,83% de l'ensemble des recettes et 160 postes de revenus. Dans tous les cas de figure, le revenu moyen annuel par exploitation a baissé. Il passe de 37.059 F.CFA en 1991 à 31.494 F.CFA en 1992.

Pour les trois premiers mois de 1993, les rentrées monétaires déclarées ont été de 3.723.557 F.CFA. Or les ressources disparues ne représentent qu'une partie des pertes constatées (cf. figure 2), soit 2.934.500 F.CFA pour 1992 contre 812.270 F.CFA en 1993. Le recul enregistré est en bonne partie la conséquence d'une baisse générale des prix de vente des produits vivriers sur les marchés urbains et surtout de celle du prix d'achat du cacao. L'érosion continue des revenus villageois traduit l'approfondissement des difficultés des producteurs de cacao dont certains tentent avec plus ou moins de succès de nouvelles stratégies de production qui leurs étaient jusque-là étrangères.

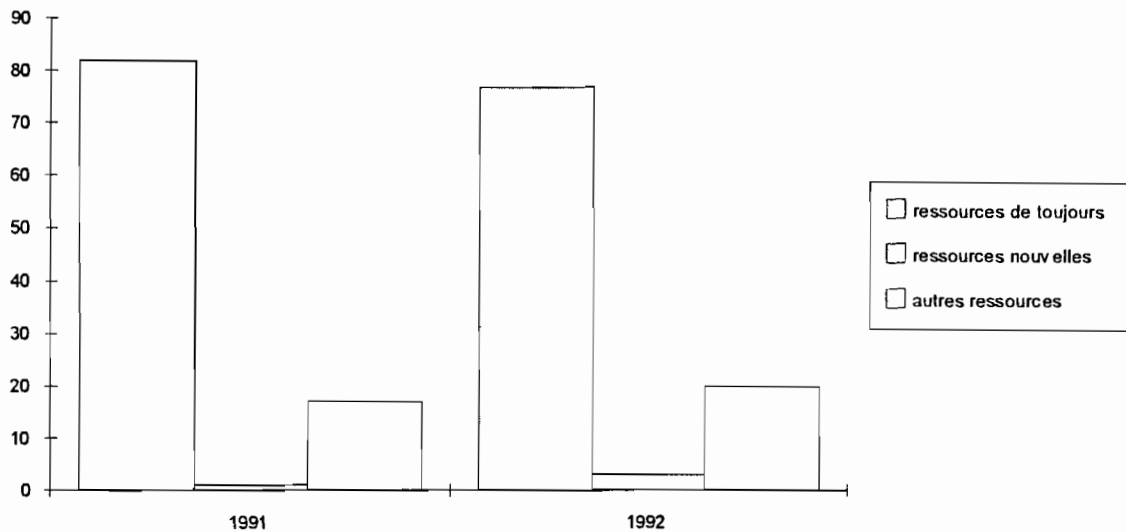
Figure 2 : Répartition des recettes en 1993 selon le membre de la famille à l'origine des revenus



Bien que de faible montant, les recettes issues de ressources nouvelles, qui représentent 3% des postes de revenus en 1992 se sont améliorées. Représentant 0,17% des revenus en 1991, soit 96.000 F.CFA, leur part s'élève à 2,3% en 1992 et représente 1.095.400 F.CFA. Dans les recettes du premier trimestre de 1993, leur contribution est déjà de 5,5%.

Globalement, 73,44% des postes de revenus sont identiques même si leur apport financier a baissé en valeur absolue. Les chefs de ménage, et dans une moindre mesure, leurs épouses, règnent toujours sans partage sur les rentrées financières des exploitations (cf. figure 3) : 67% des revenus sont réalisés par les premiers, contre 30,2% par les secondes, soit 97,2% pour l'ensemble des deux en 1993.

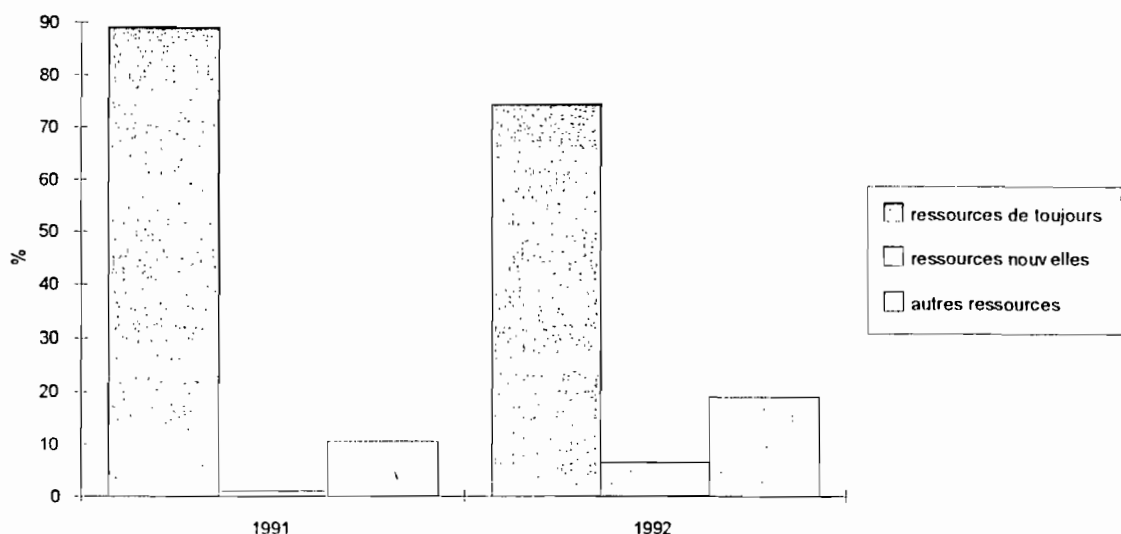
Figure 3 : Évolution des recettes des chefs de ménages de 1991 à 1992 (selon l'importance relative des recettes en %)



En 1991, 82,94% des recettes étaient assurées par les seuls chefs de ménage contre 13,10% par leurs épouses. Mieux encore, les chefs de ménage disposaient de 85,2% des recettes des exploitations en 1992 contre 12,20% à leurs compagnes. Avec moins de 3% des postes de revenus, les cadets sociaux (fils, filles, frères, soeurs, parents, etc.) sont pratiquement exclus des filières qui rapportent et plus particulièrement de celle du cacao. Ceci explique qu'ils déploient davantage d'efforts dans de nouvelles activités. En 1992, celles-ci ont apporté 29,41% de leurs revenus contre 1,6% seulement pour les chefs de ménage et 6,1% pour leurs épouses.

En conclusion, on remarque que les aînés sociaux, qui ne sont pas nécessairement plus vieux, se cramponnent aux sources de revenus qui ont fait leurs preuves, tandis que les cadets, qui n'ont pas de patrimoine, sont plus ouverts aux nouvelles alternatives de production. De 1991 à 1993, les fils et les filles des chefs de ménage sont les seuls dont la moyenne annuelle des revenus se soit améliorée, passant de 11.227 F.CFA à 12.364 F.CFA (cf. figure 4). Celui des chefs de ménages a baissé, passant de 48.297 F.CFA à 40.794 F.CFA. Une pareille situation engendrerait ailleurs une augmentation des emprunts pour pallier aux difficultés due à la baisse du pouvoir d'achat. Il en va tout autrement à Yemessoa.

Figure 4 : Evolution des recettes des fils et filles du chef de ménage de 1991 à 1992 (selon l'importance relative des recettes en %)



1.2. Insatisfaction des besoins malgré l'augmentation des emprunts

De 1991 à 1992, des dépenses sociales pourtant aussi incontournables que les frais de scolarité ont diminué. Ce sont les élèves de plus haut niveau qui sont les plus touchés. On assiste, par exemple, à une baisse de 1.720.000 à 867.000 F.CFA des dépenses pour l'enseignement supérieur, soit 50%. Passant de 13.562.200 à 9.594.500 F.CFA, cette baisse est d'environ 30% dans le secondaire. Dans le primaire, elle est de 26% passant de 10.877.660 à 8.019.460 F.CFA. On constate donc qu'un des mécanismes fondamentaux du dynamisme de la population rurale, la scolarisation, se trouve compromis par la chute des revenus. Les dépenses de santé subissent aussi des coupes sombres. Elles passent de 16.253.320 F.CFA en 1991, à 12.681.625 F.CFA en 1992, soit une réduction d'environ 22%.

86,1% des chefs de ménages déclarent s'être livrés à de grosses dépenses depuis 1991. Celles-ci ont porté en priorité sur l'habitat, pour 61,3% d'entre eux, puis ont concernées des investissements monétaires financièrement rentables, pour moins de 13%.

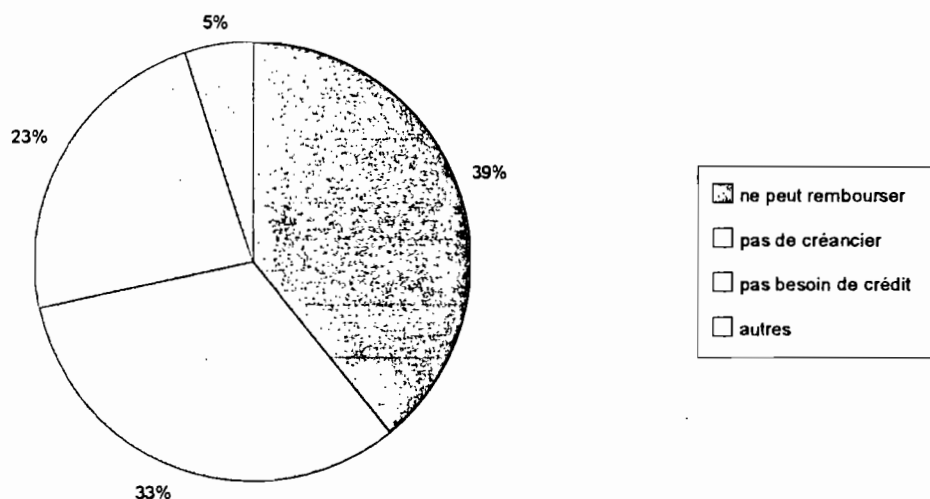
Les chefs de ménage ont été interrogés sur ce qu'ils feraient si des crédits leur étaient attribués. Un échantillon de 544 réponses a permis de dégager la hiérarchie de leurs priorités de dépenses:

1. Habitat avec 183 réponses, soit 56,66% des chefs de ménages;
2. Besoins sociaux avec 92 réponses, soit 28,48%;
3. Achat foncier avec 40 réponses, soit 12,38%;
4. Alimentation avec 35 réponses, soit 10,83%;
5. Equipement ménagers avec 33 réponses, soit 10,21%;
6. Investissement agricole avec 28 réponses, soit 8,67%;

A l'instar des années précédentes, ces multiples difficultés n'ont entraîné qu'un recours limité aux emprunts. Néanmoins, ce dernier a évolué significativement. Presque tous les chefs

d'exploitation y ont déjà recourus à un moments ou un autre. Toutefois, de 1991 à 1993, le pourcentage de contractants est passée de 1/4 à 1/3. De plus, 23% de ceux qui n'y recourent pas déclarent ne pas en avoir besoin (cf. figure 5). Pour les autres, la tontine permet de bénéficier d'un prêt sans aucune intervention bancaire.

Figure 5 : Motifs du non-recours aux crédits avancés par 231 chefs de ménages n'ayant pas emprunté depuis 1991



Le problème de fond demeure celui de la solvabilité des emprunteurs. Parmi ceux qui ne recourent pas aux emprunts 39% s'abstiennent parce qu'ils ne pourraient pas rembourser, et 33% ne disposent de personne pour leur prêter de l'argent (cf. figure 6). Il est à noter que l'essentiel des emprunts se fait auprès de parents ou d'amis du village ou de la ville (cf. figure 7).

Figure 6 : Pourvoyeurs de crédits pour 97 chefs de ménages ayant emprunté entre 1991 et 1993

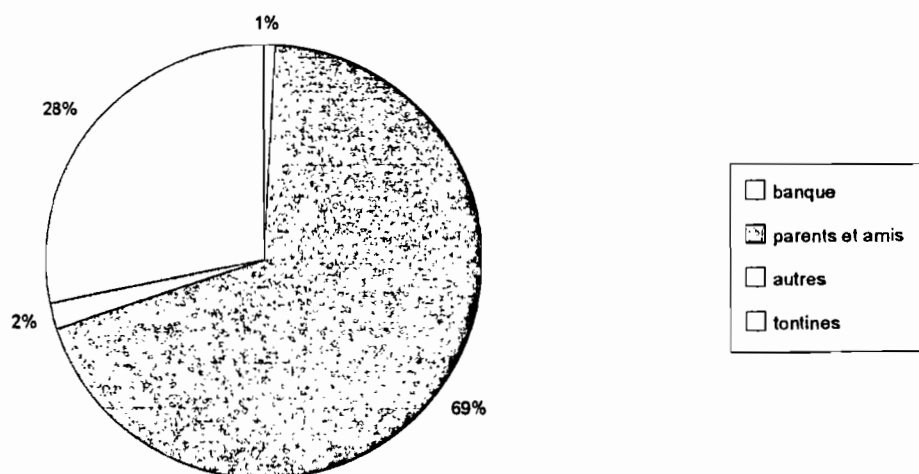
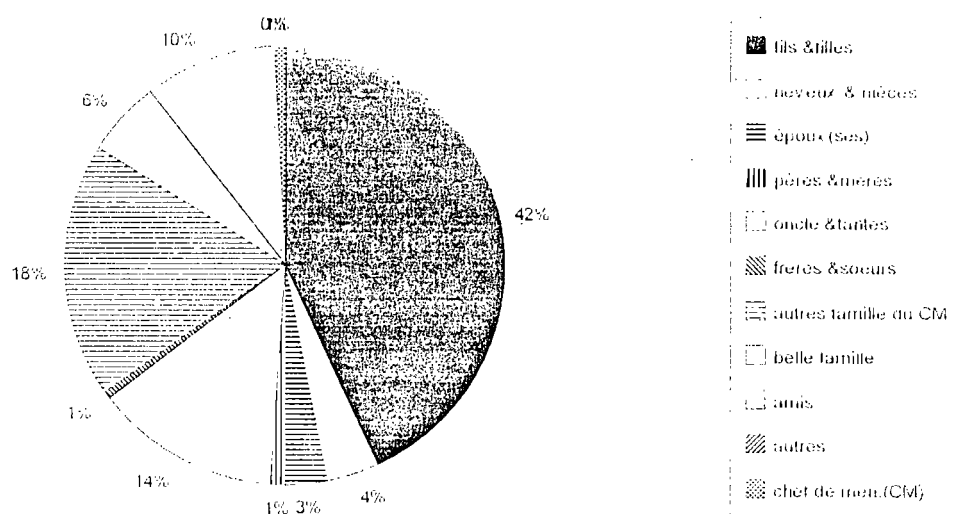


Figure 7 : Répartition des parents et amis des chefs de ménage selon le lien de parenté



1.3. Diminution de l'influence des élites

Des biens, des services et du numéraire sont au cœur des échanges entre le village et la ville. On peut ajouter à cette liste toutes les visites qui sont effectuées par les uns aux autres. En effet, sans être directement assimilables aux services, les visites contribuent aux relations entre les villes et l'arrière-pays villageois. En 1991 à Yemessoa, 85% au moins des chefs de ménage du village ont rendu visite à leurs parents et amis de la ville, alors que plus de 96% des chefs de ménage citadins se sont rendus au village. Il y a donc 6 fois plus de villageois qui ne vont pas en ville que de citadins qui ne se rendent pas au village. Si plus de 50% des chefs de ménage de Yemessoa ont maintenu le rythme de leurs visites entre 1987 et 1991, en 1993, la moitié de ceux-ci se sont rendus moins fréquemment en ville en raison de la diminution de leurs revenus monétaires. Pour la plupart, il s'agit de visites occasionnelles souvent motivées par des événements exceptionnels.

Ce sont surtout les citadins qui continuent à se rendre fréquemment au village. Ils s'agit davantage des fils et filles de chefs de ménages (43% environ) que d'autres membres de la famille (18,7%). On comprend donc qu'en cette période de crise, le village, après avoir longtemps soutenu ceux qui étaient en ville, s'estime désormais moins en mesure de le faire et souhaite que la réciprocité joue. En 1991 déjà, 38,9% des chefs de ménages de Yemessoa estimaient que le bilan des échanges entre la ville et la campagne leur avait été jusque-là favorable, contre 27,9% qui estimaient le contraire.

Lors du dernier passage de l'enquête en 1993, 24,5% des chefs de ménage du village ont estimés que l'aide des parents et des amis de la ville leur était indispensable pour vivre. 19,1% d'entre eux indiquent qu'il s'agit d'une aide ponctuelle mais appréciable. En effet, pour 41,8% d'entre eux, les parents et les amis de la ville contribuent au financement de dépenses importantes relatives à la santé, aux funérailles, et à divers événements sociaux. Celles-ci sont d'autant plus hors de portée des villageois que la chute des prix du cacao n'a cessé de s'aggraver d'une année à l'autre. Les difficultés du monde paysan à cet égard ont précédé de loin celles des citadins qui ont bénéficiés pendant des années de subventions diverses.

Entre 1991 et 1993, 11,7% des chefs de ménage de Yemessoa estiment que leurs envois d'argent à destination des proches qui sont en ville ont diminué, et que la baisse est de 19,1% dans l'autre sens. 35,7% des ménages interrogés pensent que les envois de produits alimentaires à destination de la ville ont diminué. La crise perturbe désormais les habitudes et distend les liens de solidarité. Une analyse plus serrée montre que cette évolution est largement suscitée par la raréfaction des ressources monétaires. Pour y faire face, 45,5% des ménages vont désormais vendre leurs produits vivriers directement en ville, réduisant la marge de manoeuvre des commerçants semi-citadins qui géraient jusque là, à leur avantage, cette situation d'intermédiaire entre la ville et la campagne.

Il n'y a que 1,5% des ménages qui déclarent envoyer leurs enfants en ville chez des parents ou des amis. Dans le même temps, 6% de citadins, n'ayant pas de travail, sont revenus au village. En réalité, les citadins qui rentrent au village sont bien plus nombreux. On peut faire référence pour cela aux travaux de A. Franqueville sur le fonctionnement habituel des migrations bété entre la campagne et la ville, où il conclut que cette société représente une "Afrique entre la ville et le village".

Le rayonnement des élites qui habitent en ville subit les conséquences des perturbations salariales engendrées par la crise. En effet, la recherche de reconnaissance sociale au sein du village a toujours été un objectif des citadins. Mais comment arriver à payer le prix de cette reconnaissance, que les villageois n'accordent jamais gratuitement, si on ne peut plus fournir l'argent requis pour cela ? Un indicateur fiable de cette situation est fourni par l'examen de la liste des élites qui sont reconnues par le village. Ainsi, en 1991, les 23 premiers inscrits étaient cités par plus de 0,8% des chefs de ménages du village. En 1993, 9 seulement sont cités au-dessus du même niveau. Les trois noms les plus connus en 1991 ont perdu de leur popularité. Certes, 5 parmi les derniers membres de la tête de liste ont gagné en popularité mais avec des pourcentages de citations toujours faibles. Un seul nouveau-venu figure parmi les élites citées par plus de 0,7% des chefs de ménages du village en 1993.

La reproduction des élites villageoises est donc nettement compromise. On est peut-être arrivé à un seuil où la reproduction sociale à long terme de la grande famille villageoise, attaquée par la modernité, ne peut plus se faire par l'envoi des enfants en ville. La crise économique va alors accélérer ou catalyser une crise de société multiforme dont les modalités sont connues depuis au moins trois quarts de siècle.

45,5 % des chefs de ménage, ayant séjourné au moins 6 mois en ville, qui étaient considérés comme migrants de retour lors de l'enquête de 1991. Dans la mesure où émigrer en ville, puis revenir au village, est une tradition, le fait que 54,5% des chefs de ménage ne se soient pas considérés comme migrants de retour pourrait traduire une sous-estimation du nombre de migrants. Toutefois, l'importance accordée par l'enquête à cette composante de la communauté villageoise s'est révélée utile. Même si, dans certains cas, il est difficile de distinguer dans les comportements des citadins de retour ce qui relève des réflexes migratoires traditionnels de ce qui est dû à leur passage "initiatique" en ville, les résultats obtenus par l'enquête n'en sont pas moins significatifs.

21% des 67 chefs de ménage qui sont revenus de la ville ont déclaré, en 1991, participer aux initiatives locales, contre 13% seulement pour les 274 qui étaient restés au village. Essentiellement formés aux activités non agricoles, les migrants de retour sont plus

sensibles au phénomène du chômage. En 1991, 33% des chefs de ménage migrants de retour se considéraient comme sans emploi ou à la recherche d'un emploi contre 12% seulement pour les autres. 46% d'entre-eux se livraient au moins à une activité extra-agricole en 1991 contre 15% seulement pour les chefs de ménage restés au village. Le savoir-faire acquis en ville est souvent exclusivement adapté au contexte urbain au point de ne susciter dans l'univers villageois qu'un sentiment frustrant d'inutilité.

L'implication plus marquée des migrants de retour de Yemessoa dans des activités perçues comme des alternatives à la culture du cacao ne suffit pas pour affirmer avec certitude qu'ils soient plus aptes à trouver des alternatives appropriées. Une enquête socio-économique plus poussée serait nécessaire. Ses résultats devraient également permettre de mieux établir l'apport des élites urbaines dans les relations entre Yemessoa et les villes.

Les réponses données par les chefs de ménages de Yemessoa à partir de 1991 montrent que les anciens citadins de retour au village ne cherchent qu'à en repartir. La migration de retour n'est en réalité qu'un repli tactique, "une migration de recours". En ville, le mirage de la ville a marqué ces néo-citadins d'hier, devenus aujourd'hui, souvent à leur corps défendant, des néo-villageois. Au niveau du village, ils sont plus nombreux à participer à l'animation socio-politique et, surtout, à s'engager dans des initiatives locales plus ou moins novatrices ou efficaces dans la lutte contre la crise.

1.4. Dégradation des systèmes techniques d'exploitation

Les intrants agricoles sont toujours utilisés en quantité très réduite ou insuffisante. Les cacaoculteurs doivent s'approvisionner sur les marchés et auprès des coopératives. A cause du défaut d'argent, ils le font de moins en moins fréquemment et de plus en plus à contretemps. La suppression de la commercialisation des pesticides par les coopératives de planteurs ne favorise pas un entretien normal des plantations ou des cultures qui en ont besoin.

10% seulement des chefs de ménages interrogés en 1993 affirment avoir acheté des engrais pendant l'année culturale 1992-93 (cf. figures 8 et 9). Il s'agit d'achats souvent épisodiques, en toutes petites quantités : 0,449 sacs en moyenne par ménage, le maximum déclaré étant de 30 sacs. Le sac est une unité de mesure imprécise et son utilisation explique l'incertitude dans l'évaluation des quantités utilisées. Toutefois, les réponses des planteurs montrent que le recours aux engrais est plus important. En 1993, la moyenne a été de 0,384 sacs. Bien que plus connue, l'utilisation du fumier signalée par 17,3% des chefs d'exploitation profite en priorité aux cultures maraîchères et vivrières et non au cacao. Signalés par 62,5% des exploitants, les traitements phytosanitaires sont plus utilisés que les autres types d'intrants agricoles. Pourtant leur emploi aussi reste sensiblement bas. En effet, l'arrêt des subventions de l'Etat camerounais oblige les cacaoculteurs à les acheter plus cher sur le marché alors que, dans le même temps, leurs revenus ont diminué de plus de moitié.

Figure 8 : Utilisation du fumier selon les types de cultures

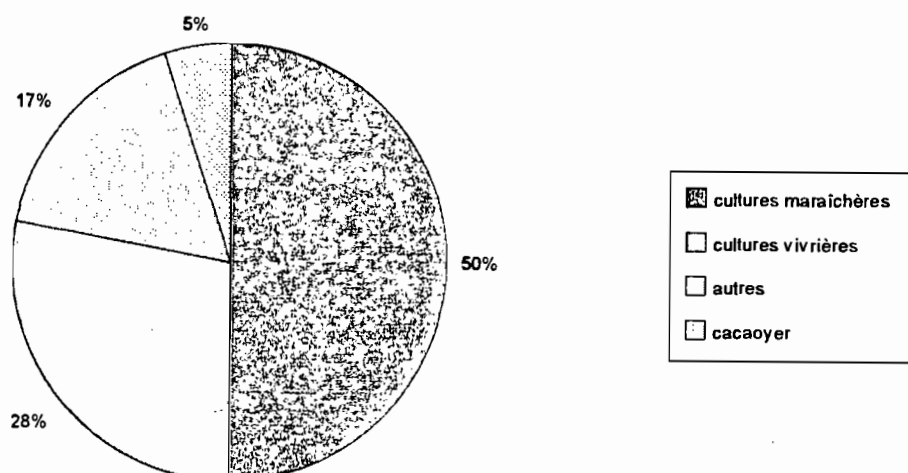
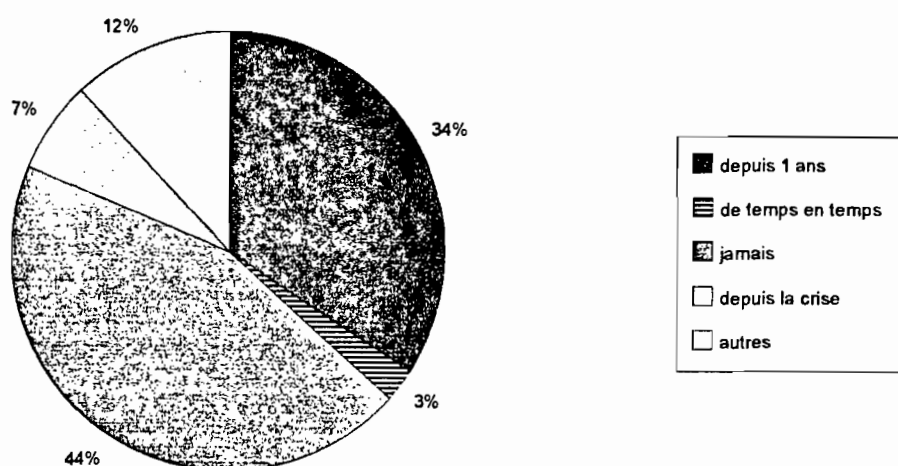


Figure 9 : Non-traitement des cacaoyers



1.5. Développement de l'entraide au sein du village

En conformité avec la situation existant avant la crise, le recours à la main-d'oeuvre salariée est également resté faible (cf. figures 10 et 11). 84,5% des exploitants n'utilisaient aucune main d'oeuvre salariée en 1993. D'ailleurs, 50% de ceux qui le font en 1993 déclarent en utiliser moins qu'avant. Ce qui oblige désormais deux tiers des planteurs à faire eux-mêmes tous les travaux. Cependant 6% au plus d'entre-eux ont dû abandonner leurs champs en raison de cette contrainte.

Figure 10 : Abandon du recours aux personnels salariés pour l'entretien des cacaoyères

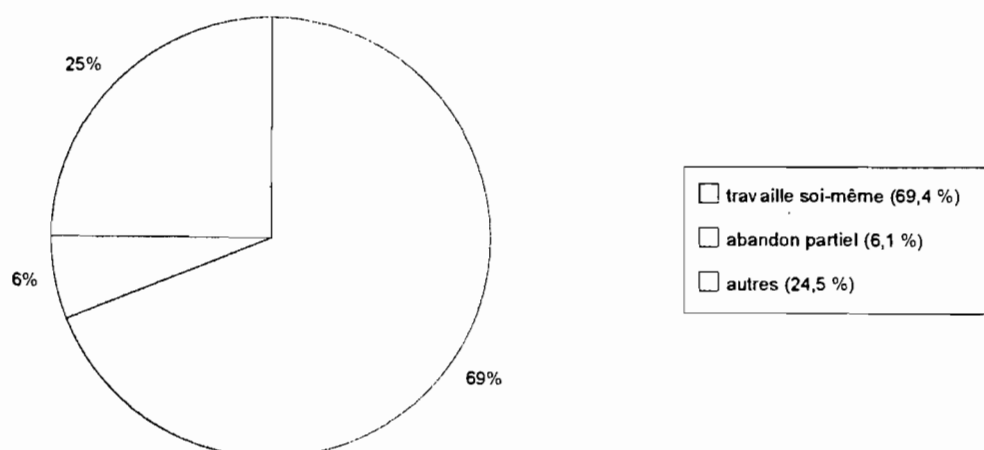
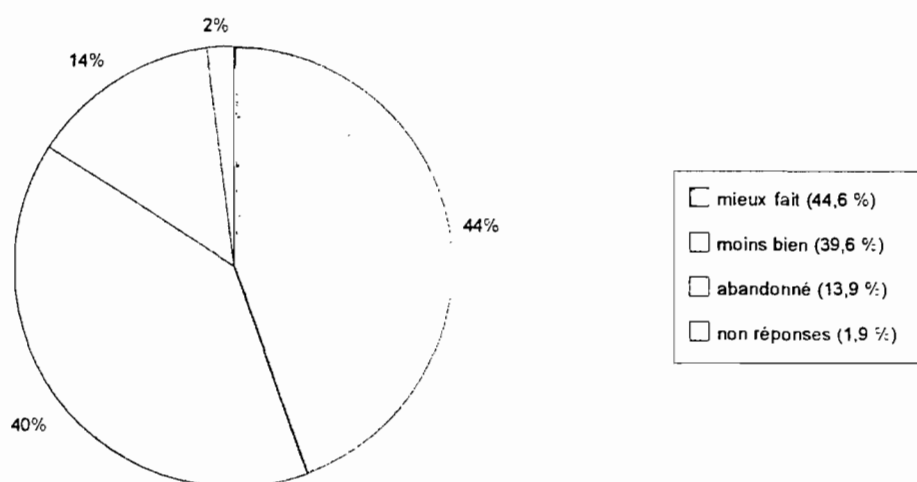


Figure 11 : Entretien des cacaoyères depuis 1991



Globalement, 47,02% des exploitants affirment que leur cacaoyère est même mieux entretenue qu'avant. Mais 52,77% affirment avoir moins bien travaillé leur terre. 13,9% déclarent ne pas l'avoir entretenue. 13% des exploitants - en particulier les propriétaires de moins d'un hectare - ont arraché moins d'une trentaine de pieds en moyenne. Toutefois, personne n'avance l'idée que l'arrachage se justifiait par la baisse de revenus enregistrée du fait de la crise. Les pieds de cacaoyers arrachés l'ont été surtout à cause de leur ancienneté ou des maladies.

II. LES RÉACTIONS INTERNES A CETTE SITUATION

2.1. Les planteurs maintiennent leur confiance dans le cacao

Les conclusions de l'enquête de 1991 se confirment: les cacaoculteurs restent attachés à leur plantation. Les villageois ont planté 12 fois plus de cacaoyers qu'ils n'en ont arrachés à Yemessoa. Le nombre des pieds arrachés par exploitation s'élève à 28 contre 337 pieds plantés. Les résultats de l'enquête de 1993 laissent voir une nette intensification des plantations et des arrachages à partir de 1987, date du début de la crise. Pourtant, la cacaoculture se maintient, même si son parc végétal continue inexorablement à vieillir.

Sur un parc végétal déclaré de 612.500 pieds, pour 278 chefs d'exploitation en 1991, soit 2.203 pieds en moyenne et 20.000 pieds au maximum par exploitation, 7.850 seulement ont été arrachés par 13,1% des ménages depuis deux ans. Parmi les exploitants ayant arraché des plants de cacaoyers, 52,2% en ont également plantés dans le même laps de temps. Par ailleurs, 45,4% des ménages ont planté un total de 103.868 pieds. 15,1% seulement de ceux qui ont planté du cacao en ont arraché. Aucune cacaoyère n'a disparu sous l'effet d'une destruction volontaire systématique. En effet, toutes les exploitations ayant arraché des plants ont déclaré en avoir conservés, ce qui laisse 283.028 pieds au total et 937 pieds en moyenne par exploitant. Ce ne sont donc que les petits et moyens planteurs qui sont concernés par l'arrachage.

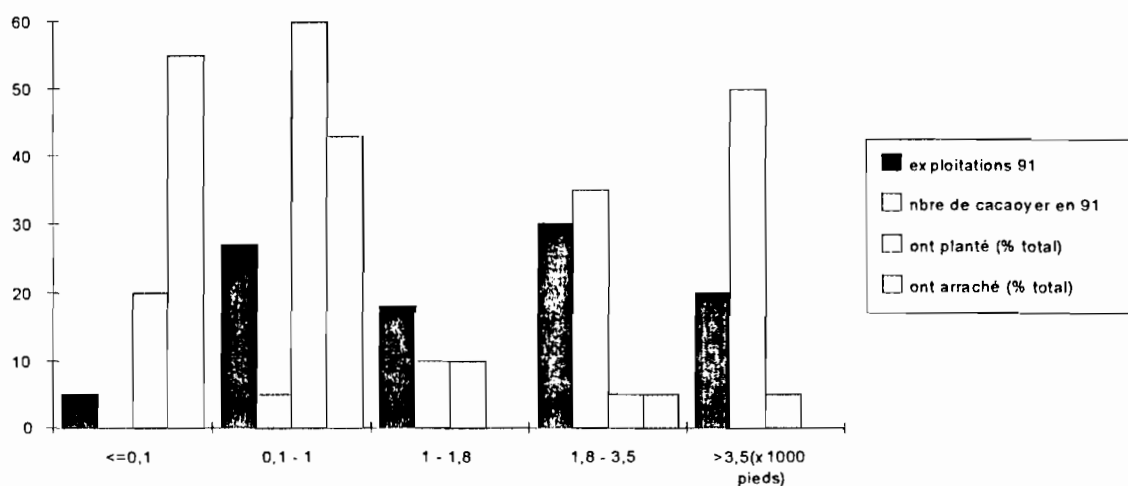
Dans l'ensemble, le nombre de pieds du verger villageois est passé de 612.500 en 1991 à 708.518 cacaoyers deux ans plus tard, ce qui donne un taux d'accroissement annuel de 7,83%. Toutefois, même si le nombre de plants s'est plutôt accru, il serait hâtif de conclure que la superficie totale des cacaoyères s'est étendue avec la crise. Il est fort probable qu'une bonne partie des cacaoyers ait été plantée plutôt à l'intérieur des anciennes parcelles et non dans de nouvelles. Or 89% des exploitants ayant arraché des cacaoyers déclarent n'avoir retiré que des pieds malades, vieux ou en mauvais état.

Plus de 64% de ceux qui ont arraché des plants de cacaoyers entre 1991 et 1993 sont de petits cacaoculteurs. Ils avaient généralement 1000 pieds au plus en 1991 (cf. figure 9). Il est possible que ce comportement leur soit dicté par l'étroitesse de leurs terres et la compétition entre cultures vivrière et cacaoyère.

2.2. Des stratégies nouvelles avec les productions vivrières et maraîchères

Pratique très ancienne, le recours à la production vivrière connaît un regain d'intérêt depuis la diminution du prix du cacao (cf. figure 12). Plus de 64% des chefs de ménages de Yemessoa pensent que la vente de produits vivriers pourra les aider financièrement si la crise se prolonge. Il en va de même de la vente de fruits. Les réponses obtenues en 1993 permettent de dégager trois stratégies dans le recours aux cultures vivrières (cf. figures 13 et 14).

Figure 12 : Répartition des planteurs selon le total des cacaoyers et les stratégies de développement des plantations

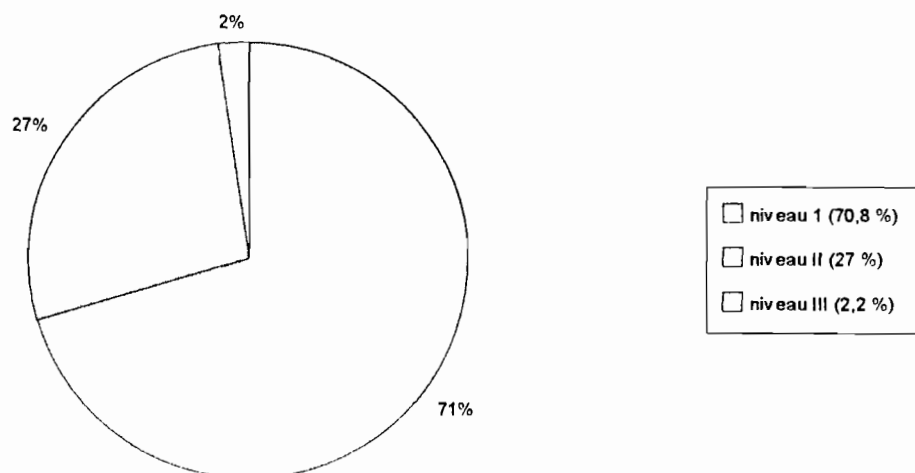


Au premier niveau on trouve l'option paysanne classique en faveur du risque minimum. Il s'agit de cultiver davantage de plantes connues pour en vendre plus et mieux se nourrir. 70,8% des exploitants du village adhèrent à cette stratégie.

Le deuxième niveau associe la production d'une même quantité de vivries à une activité commerciale d'appoint et à l'adoption de nouvelles cultures très prisées. 27% des planteurs y adhèrent.

Le troisième niveau est celui de la mutation des paysans en spéculateurs agricoles. C'est celui de l'innovation et du risque fort. Peu prisé il ne concerne que 2.2% des planteurs.

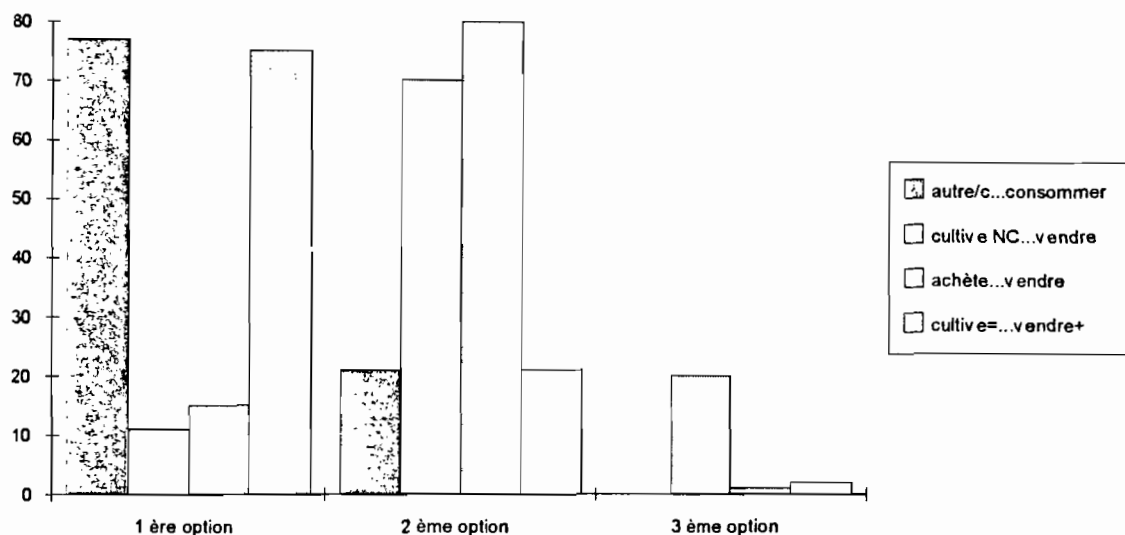
Figure 13 : Répartition des planteurs selon l'option choisie pour les cultures vivrières



NB : Le niveau III, celui de l'innovation et du risque fort est très peu prisée. Parallèlement, on distingue ceux qui ne cultivent plus que pour s'alimenter.

L'amortissement de la chute des revenus cacaoyers par recours à la production vivrière est l'élément prépondérant des stratégies de lutte contre la crise. 56,4% des cacaoculteurs de Yemessoa ont conservé la stratégie traditionnelle du moindre coût. Dans ce cas, le recours aux cultures vivrières est engagé dans le cadre d'une logique fondée sur trois options principales.

Figure 14 : Stratégies de lutte contre la crise



NB : C : cultiver ; V : pour vendre ; NC : Nouvelles cultures ; + : plus ; ...pour ; = même volume

La première repose sur l'idée que pour gagner plus, il faut dépenser moins et vendre davantage. Pour ce faire, les planteurs préfèrent cultiver des plantes bien connues comme le manioc, le macabo, le bananier plantain. Mais pour cultiver davantage, il faut être soit même bien nourri. Cette stratégie requiert de la main d'oeuvre et des terres disponibles.

La seconde consiste donc à ne cultiver que ce que l'on consomme.

Entre les deux, une troisième stratégie consiste à cultiver les mêmes quantités de vivres mais en vendre plus. Cette stratégie s'applique quand la terre et la main d'oeuvre viennent à manquer.

A côté du choix délibéré de ne pas cultiver plus pour vendre sur les marchés les produits de la récolte, une minorité (15,2%) des exploitants du village semblent pourtant portée vers une formule intermédiaire à deux dominantes.

La première consiste à tirer profit du différentiel de prix entre la zone de production villageoise et les marchés de consommation urbains. Ainsi certains achètent au village pour revendre en ville. D'autres pratiquent des cultures qui ne l'étaient pas antérieurement et qui sont maintenant recherchées sur le marché. C'est ainsi que les nouveaux créneaux porteurs pour le vivrier, générés par la demande urbaine, sont timidement exploités par les cacaoculteurs en manque d'argent.

En dépit de cette évolution, le souci d'autosuffisance alimentaire reste un réflexe vital. Cependant, certains recourent par opportunisme au marché et ont tendance à vendre tout ce qui peut être produit.

Les partisans du risque maximal ne constituent que 1,8% des chefs de ménage et 2,2% si l'on ne considère que ceux qui recourent aux cultures vivrières. Dans ce schéma, le souci de l'autoapprovisionnement alimentaire disparaît car il monopoliserait en permanence une partie de l'effort productif. Le besoin d'argent domine. 95,2% de l'effort de production est consacré à l'acquisition, ou à la production, de cultures nouvelles destinées à la vente. Les 4,8% restant servent à produire les cultures habituelles. Les rares adeptes de cette agriculture fortement spéculative s'investissent dans l'agriculture maraîchère. Celle-ci est stimulée par la proximité de Yaoundé où ces produits disposent d'un marché d'un million de consommateurs.

L'activité maraîchère a connu un net regain d'intensité dans le village depuis 1986 (cf. figure 15). Pourtant, en 1993, 28,5% seulement des exploitants de Yemessoa s'y étaient déjà essayés. Les tentatives malheureuses sont nombreuses. 51,23% d'abandon ont été révélés par l'enquête. Ces abandons s'expliquent notamment par le manque de savoir-faire ou les difficultés financières de l'approvisionnement en intrants, indispensables pour cette production (cf. fig. 16). L'activité maraîchère n'est pourtant pas récente à Yemessoa. Grâce à l'initiative de la mission catholique et aux expériences de l'École Nationale Supérieure d'Agriculture, Yemessoa a été un des berceaux de la promotion du développement rural dans les années 70. L'agriculture maraîchère est l'une des multiples innovations introduites à cette époque. Adoptée ensuite par les villageois, elle reste un des créneaux porteurs sur lesquels un bon nombre de jeunes, même sans terres, misent pour gagner rapidement de l'argent. Dans ce domaine malheureusement, les tentatives sont trop souvent de courte durée.

Figure 15 : Date de démarrage de l'activité maraîchère

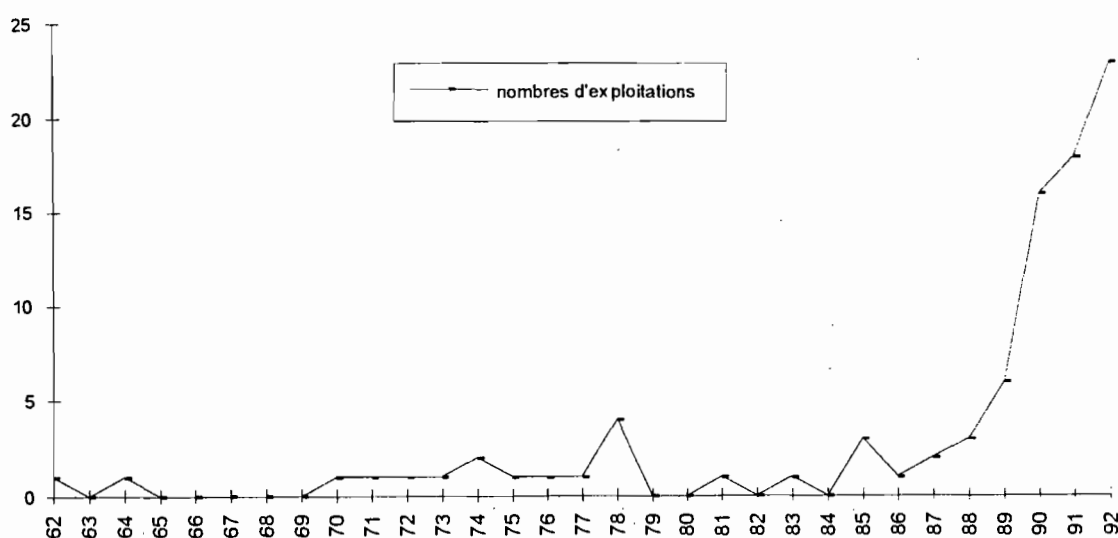
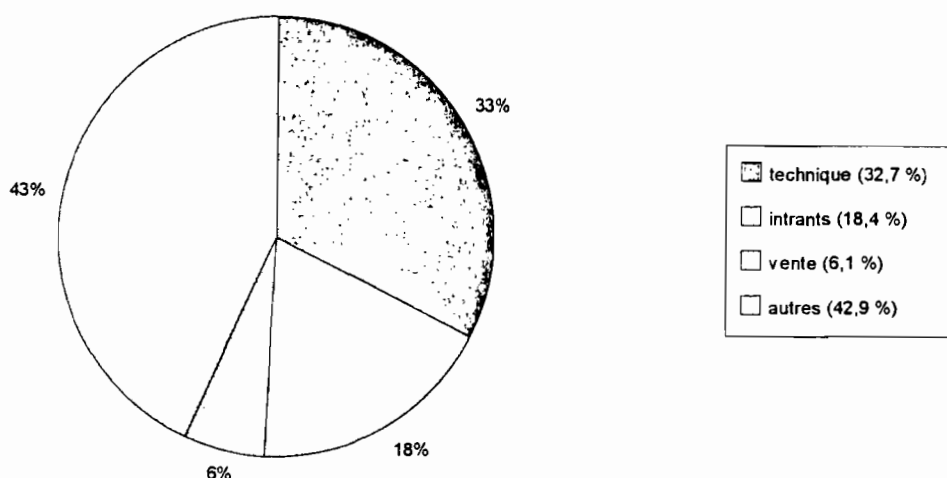
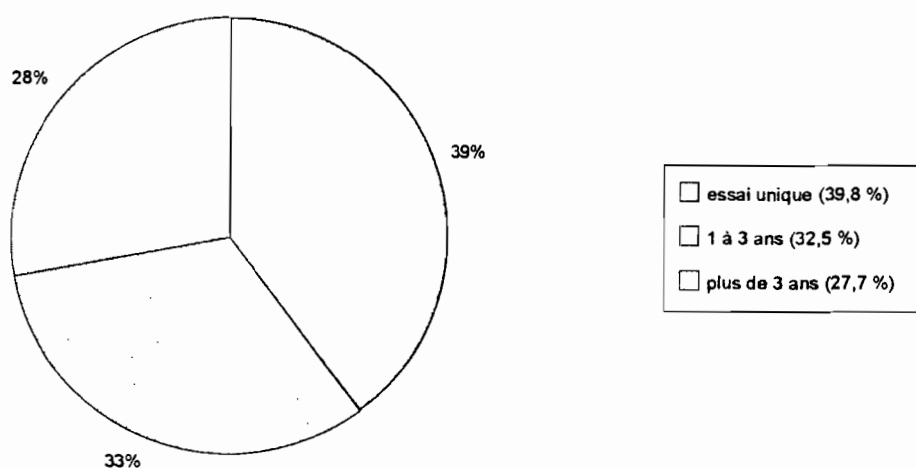


Figure 16: Abandon de l'activité maraîchère en fonction du type de difficulté rencontrée



La première tentative est déterminante pour les jeunes du village (cf. figure 17). Pour certains, l'intensité et la constance requises dans le travail maraîcher sont sans commune mesure avec les revenus retirés. Ils se découragent si la première production, pour une raison ou pour une autre, ne rapporte pas assez d'argent.

Figure 17 : Durée des initiatives de maraîchage



La prééminence du cacaoyer dans les sources de revenus villageois a fini par occulter l'existence d'une multitude d'autres espèces ligneuses sources de revenus d'appoint pour les villageois éton. C'est le cas des arbres fruitiers tels que le manguier, l'avocatier, le "safoutier" (localement appelé à tort prunier). Leur production s'écoule sur les marchés urbains de Yaoundé et de la Lékié. Mais l'inexistence de moyens de conservation adéquats en limite énormément l'apport dans les revenus des ménages. En effet, l'arrivée simultanée de toute la production sur les marchés aboutit à une énorme déperdition. Elle empêche les villageois de contrôler l'évolution des prix et les laisse à la merci des commerçants intermédiaires qui eux peuvent les fixer. La solution alternative qu'est la production fruitière ne pourra réellement se

confirmer que s'il se dégage une élite avisée, capable de s'engager efficacement dans le traitement ou la conservation industrielle des fruits locaux. Elle devra en même temps savoir conquérir des marchés pour assurer l'écoulement à bon prix de sa production. Le marché potentiel existe. Mais c'est la maîtrise du traitement du produit, de sa production, de son acheminement vers les consommateurs, et en même temps la création de nouveaux besoins, qui font défaut. L'absence d'infrastructures routières de qualité entre les zones de production et celles de concentration des consommateurs a toujours empêché les paysans de mieux exploiter ce créneau de production.

Depuis 1991, les jeunes du village se sont spontanément engagés dans la construction de petits étangs piscicoles le long des ruisseaux à écoulement permanent du village. Ils savent pertinemment que les retombées de l'opération ne seront pas immédiates. Mais, contrairement aux cultures maraîchères, les étangs, même abandonnés, préservent le poisson. Ils le retiennent aussi longtemps que leurs diguettes restent en place et que les retenues d'eau ne se remplissent pas de boue. L'alimentation des poissons se fait essentiellement avec des déchets dont le coût d'achat est nul.

La gestion de l'installation piscicole se fait, dans une certaine mesure, selon une logique d'économie de cueillette. Introduite en même temps que les cultures maraîchères, la pisciculture est bien connue des villageois en 1993. Par contre, le marché potentiel pour ses produits n'a fait l'objet d'aucune évaluation sérieuse, ni de la part des services administratifs locaux concernés, ni de la part des villageois. Ceux d'entre-eux qui s'y engagent ont pourtant la certitude que ce marché existe. Malgré l'incertitude commerciale de leur entreprise, ils ont décidé de courir le risque et d'en payer, à fond perdu, le coût initial. Et pourtant, cette activité, rentière à long terme pour quelques-uns d'entre-eux, est concrètement vécue, dans sa phase initiale, comme une entreprise pleine de difficultés. Mais elle a l'avantage d'exiger surtout de la force de travail.

Seize propriétaires d'installation piscicoles ont été dénombrés en 1993 contre 2 en 1991. Vingt étangs piscicoles étaient lis en eau en juin 1993. Il s'agit d'aménagements de taille modeste réalisés essentiellement de façon manuelle. Amis, femmes et enfants, tous sont mis à contribution. Les outils rudimentaires: pelles bêches, houes classiques, seaux, etc. Cette investissement s'effectue souvent en l'absence de soutien monétaire et en plusieurs étapes. La plus difficile est celle de la construction des diguettes de retenue. Elle est précédée par le défrichage des restes de forêt ou de palmiers raphia sauvages qui occupent en général les vallées inondables. La technique utilisée associe l'inévitable brûlis traditionnel, la tronçonneuse pour l'abattage des grands arbres et l'aération indispensable du site. Jusque-là non valorisés, à cause de l'abandon de la culture traditionnelle du taro et plus récemment du riz, les fonds de vallées encaissées de Yemessoa étaient pratiquement les seules parties non cultivées du territoire villageois éton. Leur proximité séduisait seulement quelques jeunes tentés par l'aventure maraîchère. Aujourd'hui en fait, l'appropriation des vallées devient le prétexte de nouvelles confrontations immobilières. Le nombre limité des talwegs et leur situation entre les propriétés foncières dont ils ont toujours marqué les limites rendent difficile les arbitrages. Pour l'heure, c'est la règle du premier occupant qui s'applique pour l'attribution des terres.

Traditionnellement, les ruisseaux ne sont exploités que par intermittence à l'occasion des pêches de décrue pratiquées collectivement par les femmes en période d'étiage. Sur les

cours d'eau plus importants, quelques hommes pêchent à l'épervier généralement pour la consommation domestique. La pêche à la ligne est surtout une occupation pour adolescents même si certains adultes sont spécialisés dans le placement en séries de petites cannes en tiges de raphia munies de fils et d'hameçons le long de kilomètres de rivières. Ainsi donc, la pisciculture proprement dite était une activité traditionnellement inconnue en pays éton.

Pour faire face à l'énorme effort de terrassement, les pisciculteurs ont recours simultanément à la main-d'oeuvre familiale, à la solidarité communautaire villageoise et, chose remarquable, à l'association légalisée. Ils se sont ainsi constitués en une sorte de coopérative -le Groupement des Pisciculteurs de Yemessoa (GROU.P.Y) - au sein de laquelle le principe du travail en commun s'applique. Le produit n'est pas partagé entre les membres. Ils espèrent ainsi mieux se faire représenter auprès de bailleurs de fonds éventuels ou des décideurs. Cette évolution a bénéficié de l'adoption récente de textes légaux plus souples. Sa dynamique repose à la fois sur la logique de vie communautaire villageoise et sur les expériences volontaristes vécues dans les coopératives institutionnelles de la "belle époque" cacaoyère. Face à la raréfaction des revenus financiers, les cacaoculteurs d'hier se mueraient-ils en pisciculteurs avisés ?

2.3. Migration des cadets sociaux et émergence d'un esprit communautaire

Entre 1991 et 1993, on n'assiste aucunement à un retour massif au village de citadins affectés par la crise. Mais si l'intensité des échanges de populations entre la ville et le village n'a pas diminué, on enregistre cependant des changements importants. En 1993, 32% des 1745 personnes qui résidaient au village en 1991 en sont partis : 77,5% d'entre elles vers les villes et 22,5% vers d'autres localités rurales. Fidèle à sa configuration ancienne, l'émigration de Yemessoa conduit surtout à Yaoundé (55% des cas). Les nouveaux membres des ménages sont surtout des nouveaux-nés ou des fils revenus aider leurs parents vieillissants (cf. fig. 18 et 19). C'est le cas de 12,8% des ménages en 1993 avec un apport de 90 personnes sur les 400 nouveaux venus enregistrés. Les échanges migratoires enregistrés ces deux dernières années révèlent une diminution de la population résidant au village. Celle-ci passe de 1947 à 1976 personnes, soit une baisse de 3,96% par an.

Figure 18 : Les raisons de retour au village entre 1991 et 1993

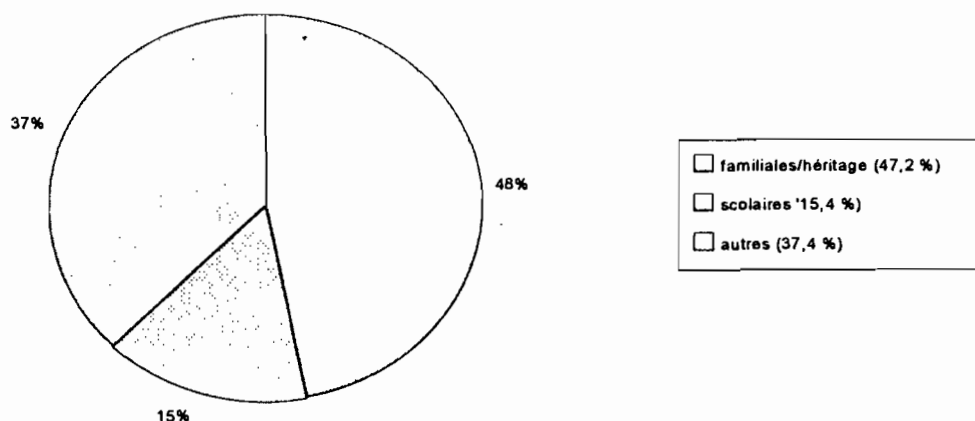
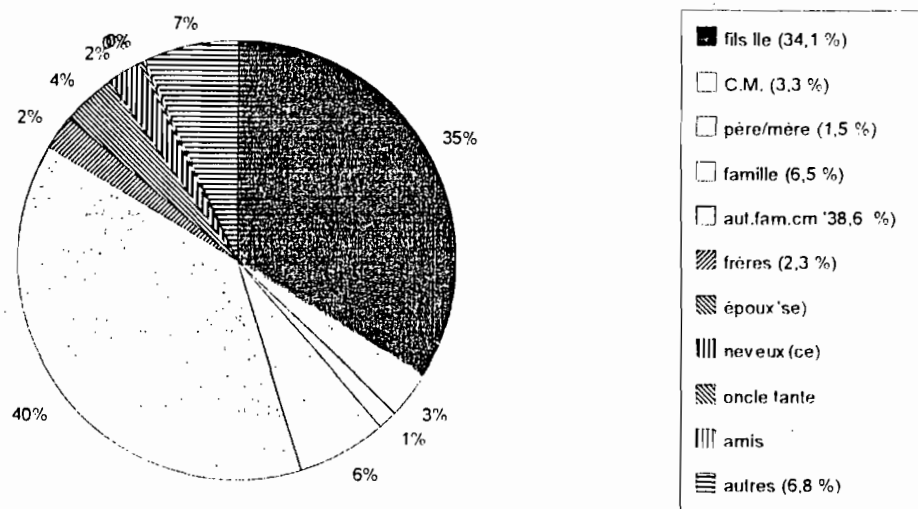


Figure 19 : Liens de parenté des nouveaux venus avec le chef de ménage



Par ailleurs, 16,7% des ménages interrogés en 1991 ont reçu un nouveau chef parmi lesquels plus de la moitié (9%) remplacent leur prédécesseur en déplacement momentané. Même si avec 72,2% en 1993, le nombre des chefs de ménage masculins s'est très légèrement accru (près de 2%), les femmes sont chefs de ménage dans plus du 1/4 des cas. Certes, les caractéristiques majeures de la configuration des ménages ont peu changé (cf. tableau 1).

Tableau 1 : Évolution des lieux de résidence des parents et amis des chefs de ménage de Yemessoa de 1991 à 1993 (en pourcentage) :

Localités	1993	1991
Yaoundé	58.9	66.7
Obala	10.2	8.6
Douala	6.5	6.7
Autre ville de la province	10.7	19.8
Villes du reste du pays	3.5	7.0
Étranger	1.1	0.3

Source : enquête de 1993.

Dans 32% des cas d'émigration, 4% à peine sont suivis d'une migration de retour au village réelle ou prévisible. Les villes ont un pouvoir d'attraction très net sur les populations rurales. Les parents et les amis des villageois se répartissent entre les différentes villes. La capitale politique a perdu de son pouvoir attractif: seulement 58,5% des émigrés du village s'y rendent en 1993, contre 66,7% en 1991. Les principaux bénéficiaires des migrations de départ sont les petites villes des provinces du Centre et du Sud, c'est-à-dire des pays bété et assimilés.

Ces centres n'ont pourtant accueilli que 10,9% des émigrés contre 12,9% pour les petites et moyennes villes du reste du pays. La crise a donc provoqué un relatif resserrement des liens des populations rurales avec les territoires proches de leur lieu d'origine. On observe également un redéploiement plus marqué, mais somme toute marginal, des migrations vers les pays étrangers. Ces derniers ont accueillis 1,2% des émigrants du village entre 1991 et 1993.

Le nombre de parents et d'amis venant de la ville pour s'installer à Yemessoa s'est accru, passant de 823 personnes en 1991 à 1162 en 1993, soit un taux d'accroissement annuel fulgurant de 18,82% au cours de ces deux dernières années. Il s'agit surtout des générations des années 60, 70 ou 80 (cf. figure 20). Mais chose remarquable, cette variation n'a que très peu modifié la composition sociologique de cette population. Le tableau 2 ci-dessous montre nettement la permanence des rapports entre les différentes catégories. Les chefs de ménage du village sont peu nombreux en ville. La présence des époux ou des épouses en ville (10,4%) illustre de façon remarquable le phénomène de la bi-résidentialité dans un petit nombre de ménages où l'un des conjoints, souvent le mari, vit en ville et l'autre, généralement la femme, au village. En deux ans, ce phénomène a doublé d'importance.

Figure 20 : Répartition selon la date de naissance des habitants partis du village de 1991 à 1993

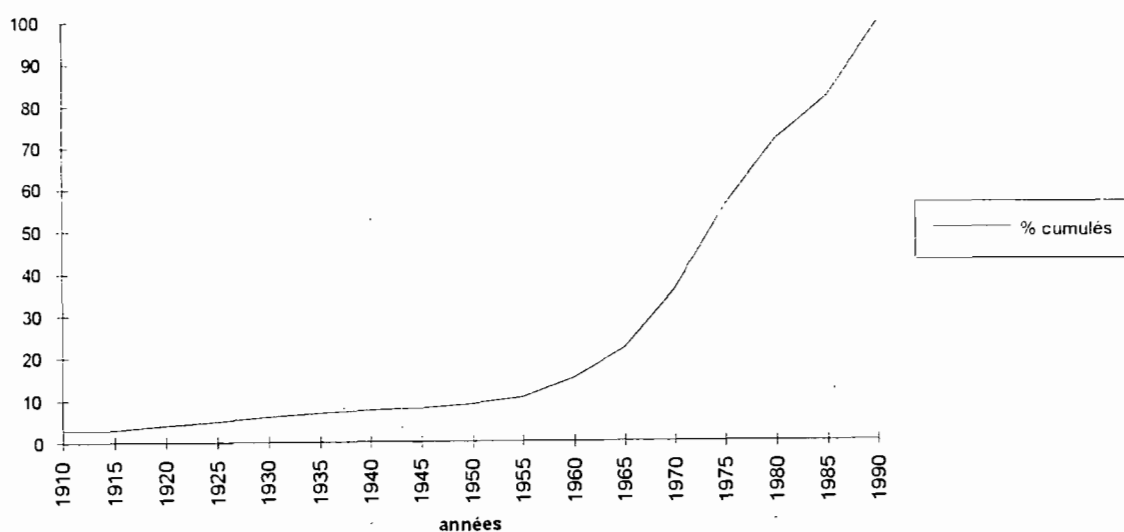


Tableau 2 : Évolution des relations des habitants de Yemessoa selon les liens de parenté avec le chef de ménage.

Liens de parenté	En % population du village	% de parents ou amis en ville par type de lien avec le chef de ménage au village		
		1991 (%)	1993 (%)	1991/93
Chef de ménage	15.6	0.3	0.0	-0.3
Epoux ou épouse	10.4	2.2	3.9	+1.7
Fils ou fille	48.0	42.4	42.1	-0.3
Frères ou soeurs	2.0	12.4	13.4	+1.0
Autres membres de la famille	20.4	20.2	24.4	4.0
Famille du conjoint	2.0	5.9	5.6	-0.3
Amis	0.5	15.8	9.3	-6.5
Autres	1.4	0.8	1.0	0.2
Ensemble	2191	823	1161	-

Source : Enquête de 1993.

Le nombre de départs s'est accru depuis 1991 avec des pointes en période de rentrée scolaire (cf. fig. 21 et 22). Les pourcentages enregistrés en deux ans révèlent qu'avec ou sans crise, le village continue à expulser ou à évacuer vers la ville son trop plein de cadets sociaux en quête d'expérience. Une analyse des postes de revenus monétaires du village de Yemessoa en 1993 montre que 97,2% de ceux-ci sont entre les mains des seuls chefs de ménage et de leurs épouses. Ce sont ces derniers en particulier qui disposent des recettes tirées de la vente du cacao, soit près de 60% des revenus des exploitations en 1990-91. Les autres catégories sociales de la communauté n'ont pas d'autre solution que de se rendre en ville ou ailleurs pour travailler.

Figure 21 : Répartition selon l'année de départ

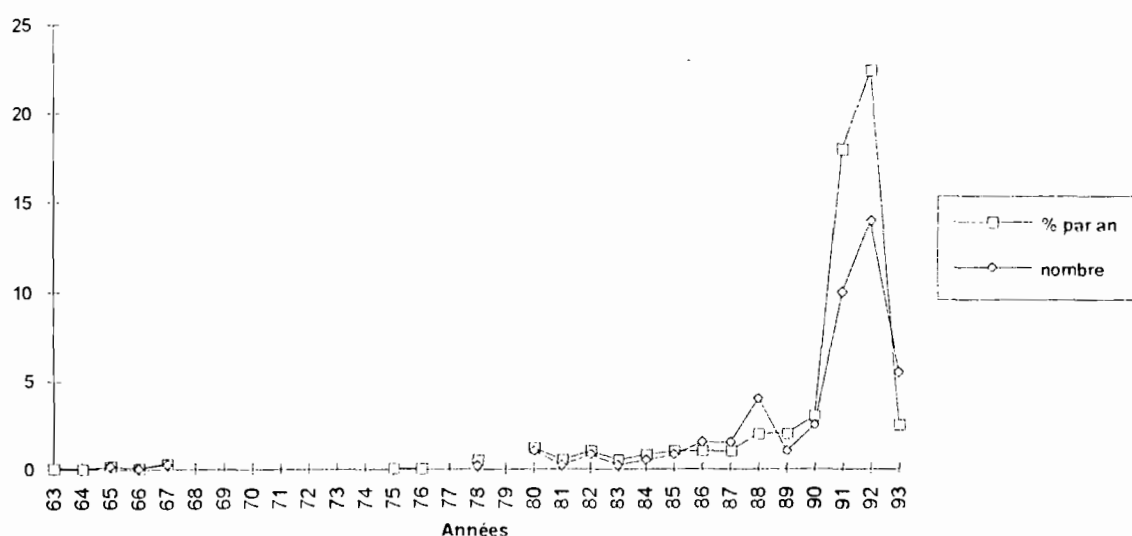
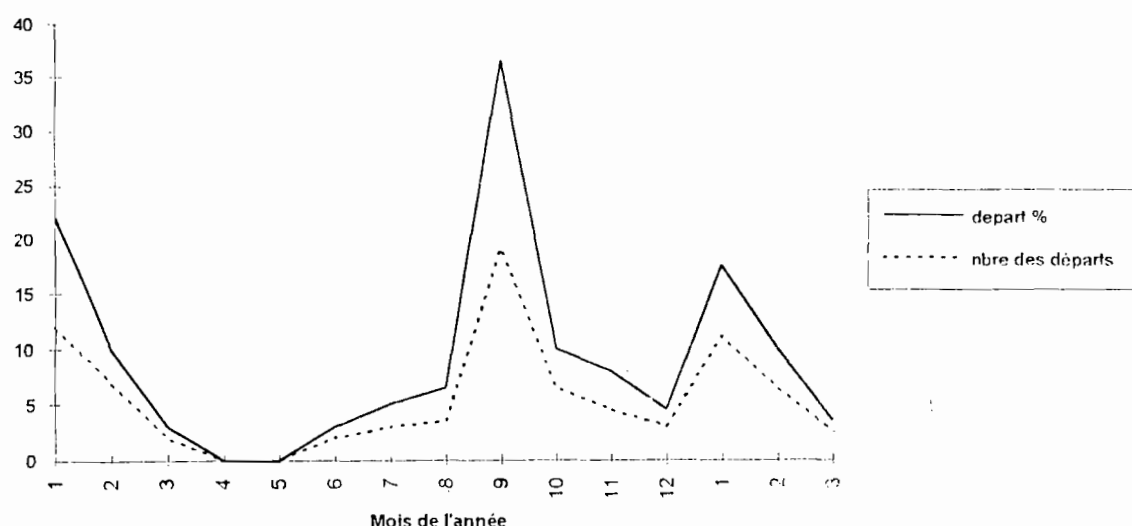


Figure 22: Répartition selon le mois de départ



NB : rentrée scolaire en septembre et janvier, "saison" de vente du cacao de décembre à février

La scolarisation (39,6%), la recherche d'un emploi (20%) et les problème de famille ou d'héritage (20%) expliquent l'essentiel des départs vers la ville où l'on compte de moins en moins d'amis. En effet, les difficultés économiques générées par la crise ébranlent les relations amicales: plus de 45 % des liens amicaux se sont désagrégés depuis 1991.

Ce sont donc les autres membres de la famille, les frères, les soeurs et surtout les fils et les filles (dont 30% sont en ville) qui continuent à alimenter les contingents de villageois qui migrent vers la ville pour chercher des sources de revenus alternatives (cf. figures 23 et 24). Leur importance relative dans l'ensemble des contacts en ville s'est globalement maintenue. Ils représentent en moyenne presque 4 correspondants par ménage villageois. Et c'est surtout avec eux qu'en dehors de l'approvisionnement vivrier marchand des villes par les campagnes, le village entretient des liens d'échange: enfants scolarisés à charge, apprentis, jeunes filles à marier, etc..

Figure 23 : Répartition selon le lien de parenté avec le chef de ménage des émigrés

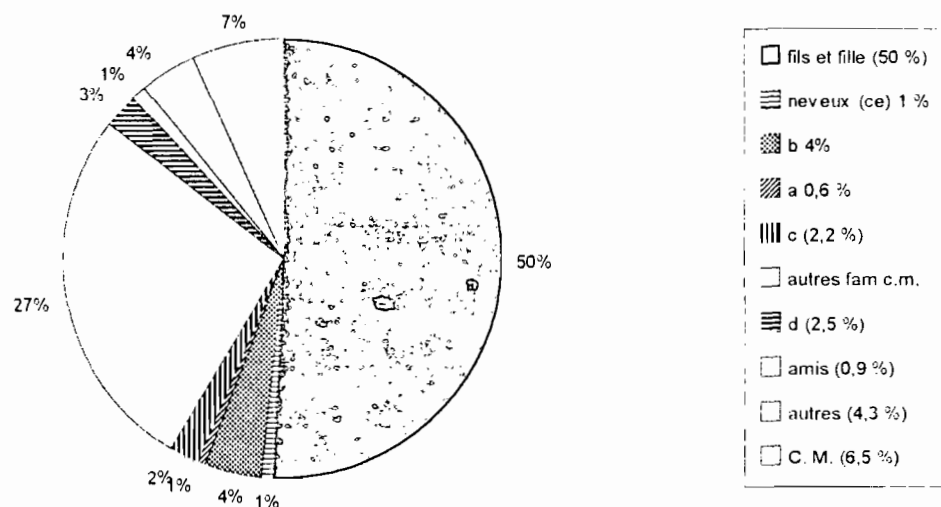
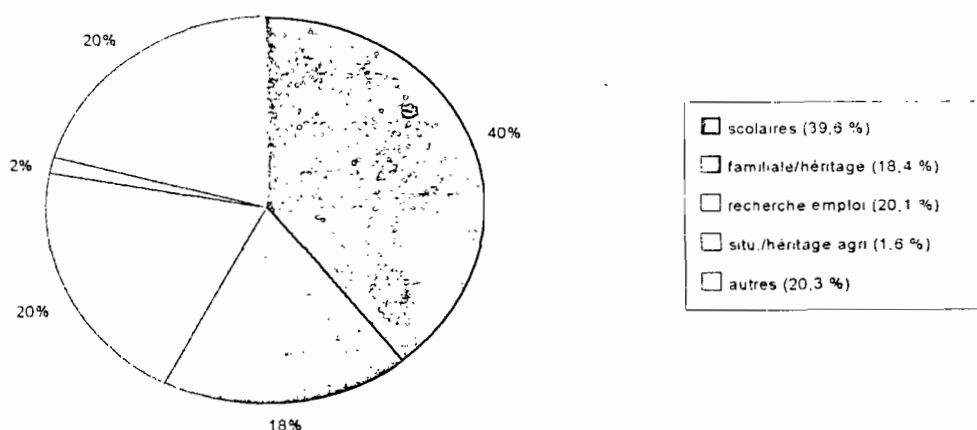


Figure 24 : Répartition selon le motif de départ



NB : 30,15 % des résidents rencontrés en 1991 étaient partis en 1993

2.4: Réactivation d'innovations n'ayant pas eu de succès antérieurement

"Développez toujours; il en restera quelque chose!" La renaissance de l'activité piscicole à Yemessoa est d'autant plus intéressante qu'au début des années soixante dix, l'effort spontané d'introduction de la pisciculture n'avait pas porté ses fruits dans le village. A la fin des années quatre vingt, l'introduction de la pisciculture ainsi que de la culture sur butte de variétés sélectionnées d'ignames, et d'autres techniques enseignées aux villageois par des volontaires du progrès, ou par les missionnaires catholiques, installés dans le village pendant les années soixante dix, fut une expérience sans lendemain. Toutes ces activités furent menées de concert avec l'École Nationale Supérieure d'Agriculture (E.N.S.A.) dans le cadre de la Zone d'Intervention de Yemessoa créée pour enseigner l'agronomie appliquée aux premières promotions d'ingénieurs agronomes nationaux. L'heure était alors à la vulgarisation des techniques de cultures modernes. Dans l'esprit du développement imposé par le haut, il s'agissait de choisir à la demande des villageois, les techniques les plus appropriées pour une meilleure exploitation de leurs terres et de les leur enseigner. Une fois les spécialistes repartis, les villageois abandonnèrent les innovations introduites. Le retour aux pratiques traditionnelles au début des années quatre vingt dix semblait corroborer l'idée de l'inutilité des efforts de vulgarisation entrepris auparavant.

Le retour spontané aux techniques rejetées préalablement par les villageois semble confirmer le principe en vertu duquel le développement ne peut se faire qu'avec l'adhésion des populations concernées. A l'heure où un certain pessimisme mène à l'abandon complet des tentatives d'encadrement de la production agricole locale, au bénéfice de la seule incitation par le marché, cette initiative sans appui institutionnel préalable des organismes d'encadrement officiels est particulièrement révélatrice. Tout se passe comme si les enseignements dispensés par les agronomes avaient été conservés dans la mémoire collective des villageois.

Le cacao et la migration vers les villes fournissaient à cette époque des revenus plus sûrs pour un investissement équivalent. Ils furent jugés suffisants tant que les besoins étaient couverts. Les populations ont choisi d'elles-mêmes le moment opportun pour mettre en pratique les techniques nouvelles. C'est certainement sur ce plan que les agronomes ont commis une erreur d'appréciation regrettable.

Au lieu de rejeter systématiquement l'ancienne approche institutionnelle du développement rural pour retomber tout aussi systématiquement dans son contraire, on gagnerait à s'interroger sur les deux avantages de la vulgarisation et de l'encadrement volontaire du développement rural: l'enrichissement des connaissances et la contribution directe et instantanée à l'enrichissement matériel des populations concernées.

Dans le dernier cas, des résultats rapides doivent être obtenus; le court terme prévaut. Dans le premier, le long terme est par contre plus pertinent. Le recours à la pisciculture à Yemessoa offre un exemple de rémanence des enseignements agronomiques moderne. Au même titre que les connaissances agro-écologiques traditionnelles, l'enseignement agronomique aura lentement fait son chemin dans les esprits. Les innovations éclosent quand l'environnement leur est favorable.

Dans le cas de la pisciculture à Yemessoa, les poissons introduits dans les étangs sont des carpes tilapias. Ce sont les responsables des étangs de l'État qui ont conseillé les villageois pour le choix des variétés. Les alevins ont été achetés par des précurseurs à la station piscicole d'Ebolowa. Celle-ci est trop éloignée du village pour que l'on puisse parler d'un effet d'entraînement dû à la proximité de la station. L'espoir de voir cette nouvelle activité productive devenir une source effective de revenu est explicitement à la base des initiatives. L'expérience est conduite au vu et au su de tout le monde dans la partie du village qui fut encadrée par les vulgarisateurs, dans les années soixante dix, sans que le reste du village ou les localités proches frappés également par la crise ne prennent le relais. Il est possible d'en déduire que, d'une certaine manière, l'effort volontaire de vulgarisation - mené il y a vingt ans - a au moins suscité des attitudes aussi volontaristes chez les villageois de la Zone d'Encadrement de Yemessoa.

CONCLUSION

Au niveau du village trois grandes tendances se dégagent. La diminution des revenus issus de la production cacaoyère a provoqué un appauvrissement réel des populations. Les voies de reconversion ou les innovations qui se sont spontanément introduites demeurent limitées soit par des handicaps techniques, soit par des difficultés liées au marché. Abandonner systématiquement un monde rural aussi déstabilisé à une autorégulation de type libérale risquerait d'aboutir à une désorganisation complète et sans remède des campagnes.

En déstabilisant à la fois le noyau familial qui demeure au village et ceux qui sont partis en ville, tout le monde étant à la recherche "d'une vie meilleure", la crise introduit de nombreuses perturbations dans les relations ville-campagne existantes. Si on se situe dans une logique historique, on remarque que la ville a longtemps été prise en charge par les campagnes qui l'alimentent encore aujourd'hui en main d'oeuvre et en matières agricoles. Actuellement, les campagnes en difficulté recevraient de la ville une aide plus substantielle encore, s'il n'y avait la raréfaction des revenus qui la frappe également. Une action de l'Etat mieux ciblée et harmonieusement combinée à celle des acteurs sociaux et politiques du village s'impose. Il ne faut s'enfermer ni dans un schéma exclusivement rural, ni dans un schéma exclusivement urbain. On a beaucoup insisté ces derniers temps sur la contribution des migrants retournant au village comme un moyen d'améliorer les conditions de vie des ruraux. Il serait bon d'élargir l'attention qui est actuellement portée à ce groupe, à celui des élites ou des personnes considérées comme telles, qu'elles demeurent au village ou soient installées en ville. Même affaiblis par la crise, les structures d'encadrement et leurs acteurs restent au coeur du système de mobilisation collective de la population.

En ce qui concerne le réseau d'observatoires OCISCA, il faut poursuivre l'observation des populations, affiner les analyses et proposer des actions concrètes. En effet les données recueillies par les enquêtes, même si elles ne permettent pas de dégager toutes les explications et toutes les solutions alternatives, montrent que les villageois souhaitent sortir de la crise et en recherchent les moyens. Ils prennent des initiatives pour limiter la dégradation de leurs recettes monétaires et améliorer leurs conditions de vie. Dans ce contexte, les interactions entre ville et campagne resteront longtemps encore l'une des éléments majeurs de la mutation interne des sociétés africaines aux prises avec la modernité. Avec ou sans la crise, il faut accorder une plus grande attention aux efforts spontanés des villageois, que ce soit lors du choix des études à réaliser, des propositions d'analyses ou de la conception de projets concernant les campagnes comme les villes.

Le travail au sein d'un réseau pluridisciplinaire animant des observatoires, et utilisant des questionnaires, est une approche qui porte ses fruits. L'observation continue au moyen d'enquêtes légères répétées a donné des résultats intéressants. Leur articulation avec des phases d'observation directe plus approfondies, de périodicité décennale ou pluridécennale, comme les relevés de terroir, les enquêtes statistiques lourdes, les recensements, etc., permettrait de mieux apprécier la validité des données recueillies. Une telle articulation garantirait la pertinence des conclusions prospectives de l'analyse scientifique tout en répondant au besoin des bailleurs de fonds ou des décideurs d'avoir des réponses rapides à leurs interrogations.

Références bibliographiques

Équipe de l'Observatoire de Yemessoa, 1991, Les cacaoculteurs et la crise en 1991 : encore et toujours le cacao, *Les Cahiers d'Ocisca*, Yaoundé, 26 p.,(à paraître).

Alary (V.), Bopda (A), Courade (G.), Janin (P.), 1993, *Un demi-siècle de cacaoculture en pays Bété: quels sont les déterminants du comportement des planteurs ?* Conférence on Cocoa Production and Economic Development in the 19th and 20th Centuries, London School of Economics, London, 20 p. (à paraître).

Franqueville (A), 1987, *Une Afrique entre le village et la ville : les migrations dans le sud du Cameroun*, Editions de l'ORSTOM, Paris, 666 p.